



COMPTE-RENDU CONSEIL COMMUNAUTAIRE **DU MERCREDI 19 DECEMBRE 2012**

MEMBRES PRESENTS :

AGNIN	MM. MONTEYREMARD, ASTRUC
ANJOU	M. ROZIER
ASSIEU	MM. MONIN, MONNET
AUBERIVES SUR VAREZE	Mme BERNARD, M. RONZEL
BOUGE CHAMBALUD	MM. FORCHERON, GALERA
CHANAS	MM. GUERRY, MALATRAIT, BOUCHERAND
LA CHAPELLE DE SURIEU	MM. GIRARD, GONTARD
CHEYSSIEU	M. COUTURIER
CLONAS SUR VAREZE	Mme BADIN
PEAGE DE ROUSSILLON	Mmes MASSON, DAMIAN, MM. CHASSAING (à partir point 4), GABET, MARTINEZ P., VILLEMAGNE
LES ROCHES DE CONDRIEU	Mme DUGUA
ROUSSILLON	M. BERTHOUD, Mmes DIHL, XAVIER, MM. BARRIER, BEDIAT, TAALBA, DUMAS
SABLONS	Mme DI BIN, M. THOMAS
ST ALBAN DU RHONE	MM. JARRET, CHAMBON
ST CLAIR DU RHONE	M. NEMOZ, Mme GUILLON, MM. ESSON, MEYRAND
SAINT MAURICE L'EXIL	M. CHARVET, Mme HOLT, MM. CHAVANON, CLOIX, FABBRI, MARTINEZ D., MONDANGE
SAINT PRIM	MM. BARRAUD, GERIN
ST ROMAIN DE SURIEU	MM. MOUCHIROUD, VINCENDON
SALAISE SUR SANNE	Mme MEDINA, M. FRAYSSE
SONNAY	M. PRAS
VERNIOZ	M. SCHRICKE
VILLE SOUS ANJOU	M. THIVOLLE

EXCUSES AVEC POUVOIR : Mme FENOY à M. ROZIER, M. LONGEAN à Mme BADIN, M. JULLION à M. VILLEMAGNE, M. CONTAMIN à Mme DUGUA, Mme RICHOUX à Mme XAVIER, Mme DUPENT à Mme GUILLON, M. CROUAIL à M. FRAYSSE, Mme GIRAUD à M. BERTHOUD, M. VIAL à Mme MEDINA, M. GELAS à M. PRAS, M. ROUX à M. SCHRICKE, M. SATRE à M. THIVOLLE.

EXCUSES : MM. BONNETON, CHASSAING (jusqu'au point 3).

M. Alain BARRIER a été élu secrétaire de séance.

Francis Charvet ouvre la séance du conseil communautaire. Aucune observation n'est formulée sur le compte-rendu de la réunion du 05 décembre. Il aborde ensuite les différents points de l'ordre du jour.

1/ Rapport d'activité 2011.

- Serge Rault effectue une présentation du rapport d'activité 2011 de la CCPR dont un exemplaire est remis à chaque délégué. Ce document n'intègre pas les différentes réunions et actions liées au schéma départemental de coopération intercommunale, à la mise en place de l'entente TRIDAN, à l'arrêt de la méthodologie retenue pour l'évolution des compétences de la CCPR marquée par la volonté d'associer à cette réflexion l'ensemble des élus municipaux intéressés.

- La présentation du rapport 2011 est actualisée par plusieurs éléments ayant marqué l'année 2012 :

- * Finances : un réalisé 2011 effectué sans recours à l'emprunt ; les 2/3 des charges réelles de fonctionnement sont constituées de crédits reversés aux communes (attribution de compensation, DSC ...) ; la voirie reste le principal poste de dépenses d'investissement.
- * Voirie : un réseau de 560 km ; 2 500 000 € de travaux. La CCPR a en charge l'essentiel du réseau routier du pays roussillonnais. Cette situation l'amène à anticiper les évolutions futures des trafics routiers. Des études sont ainsi en cours d'achèvement sur les grands axes de circulation notamment la RN7 dans la traversée de l'agglomération roussillonnaise et des zones économiques.
- * Instruction du droit des sols : progression de 10 % des dossiers d'urbanisme instruits en 2011 par rapport à 2010. Un instructeur du droit des sols supplémentaire prendra ses fonctions début 2013 afin de prendre en compte la hausse attendue du nombre de dossiers traités qui résultera notamment de l'instruction prochaine des autorisations d'urbanisme des communes de Sonnay et Sablons actuellement effectuée par les services de l'Etat, et d'avoir une présence plus importante lors de l'élaboration des documents d'urbanisme des communes.
- * Environnement : un service important qui obtient des résultats positifs en matière de tri sélectif ce qui a permis de stabiliser la production des ordures ménagères résiduelles. De nouvelles collectes spécifiques ont été instaurées (pneus, amiante lié ...) ; la mise en place des composteurs a été un réel succès.
- * Economie : le Grand Projet Rhône-Alpes de la ZIP Salaise Sablons, initié en décembre 2011, arrive au terme de sa phase de préparation ; le protocole du GPRA devrait être signé avec la Région mi 2013. Les années 2011-2012 ont connu une forte activité dans le montage administratif des dossiers préalables à la création de la ZAC et dans la maîtrise foncière du site.
La 1^{ère} tranche de la zone Plein Sud a été inaugurée mi 2012 ; le groupe Frey travaille sur la commercialisation de la seconde tranche.
Le service économique sera complété en 2013 par l'arrivée de Laurence Ung, affectée au commerce, et devrait encore être renforcé à court terme.
- * Tourisme : l'année 2011 a été marquée par la création du poste de chargé de mission au tourisme ainsi que par la mise en application de l'étude de développement touristique de la CCPR. L'évolution de la Maison de Pays a été un des axes de travail de 2012 ; il a débouché sur la mise en place de la régie « Pays Roussillonnais Tourisme » qui sera opérationnelle début 2013.
- * Logement : le PLH, approuvé le 19 octobre 2011, est exécutoire depuis début 2012. La CCPR a renforcé son domaine d'intervention dans l'aide aux logements publics (aides financières, garantie d'emprunts ...) ou privés (OPAH ...). Le nombre de dossiers traités au CLH progresse (46 relogements contre 33 en 2010) ; le dispositif d'hébergement temporaire a permis d'accueillir 13 ménages.

La gestion des aires d'accueil des gens du voyage, satisfaisante en 2011, fait face à des difficultés de comportement en 2012. Les procédures de création de la 4^{ème} aire d'accueil et de l'aire de grand passage se poursuivent.

- * Transports : 2011 a permis de finaliser l'organisation du réseau des TPR. Les résultats de 2012 dépassent les attentes initiales.
- * Social : la CCPR a accru ses interventions dans le domaine social avec sa participation au sein de l'association de prévention spécialisée PREVENIR et la reconnaissance communautaire du Centre de Planification et d'Education Familiale. Le conseil communautaire souhaite renforcer son action sociale notamment dans l'aide aux associations caritatives.
- * Culture : le Conservatoire du Pays Roussillonnais, avec plus de 1 000 élèves, un enseignement diversifié proposé à des tarifs très favorables, est le 1^{er} service de la CCPR. La Médiathèque de Saint Maurice l'Exil compte plus de 3 000 lecteurs, dispose d'un fonds de 60 000 documents ; un espace multimédia a été ouvert en 2011. Le conseil communautaire a retenu l'orientation de renforcer son action culturelle en matière de lecture publique, d'aide à la création artistique ...
- * Sport : Aqualône reste un site sportif et touristique majeur avec plus de 138 000 visiteurs accueillis en 2011. Un nouveau délégataire, la société Vert Marine, aura en charge la gestion de l'équipement dans le cadre d'une délégation de service public début 2013. La piscine Charly Kirakossian a enregistré 46 000 entrées en 2011 ; elle a fait l'objet d'un important programme de rénovation en 2012 et rouvre ses portes en janvier 2013.
- * Information-communication : la CCPR a complété ses outils de communication en 2011. Il apparaît nécessaire de développer cette action par le renforcement de ce service.
- * Personnel communautaire : une présentation des services de la CCPR est effectuée à partir d'un organigramme (réalisé à la date anticipée de janvier 2013, document joint en annexe). La CCPR compte 137 agents représentant 112 postes équivalent temps plein.

- Francis Charvet conclut cette présentation en rappelant que la CCPR est un territoire structuré avec une gouvernance équilibrée respectueuse du « couple communes-intercommunalité ». Il rappelle l'importance de renforcer les services développement économique et communication afin de mieux assumer les tâches dévolues à la CCPR.

2/ Cotisation foncière des entreprises : cotisation minimum.

- Tous les redevables de la cotisation foncière des entreprises (CFE) sont assujettis à une cotisation minimum établie au lieu de leur principal établissement. Les communes ou EPCI à TPU peuvent, sur délibération, établir cette cotisation minimum à partir d'une base dont le montant est fixé par leur organe délibérant. A défaut de délibération, le montant de la base minimum est égal au montant de la base minimum de taxe professionnelle appliquée en 2009. La CCPR est dans ce cas de figure puisqu'il n'y a pas eu de délibération spécifique. La base minimum, applicable à toutes les entreprises de la CCPR, s'établit en 2012 à 1 079 € ce qui pour un taux d'imposition de 23,60 % donne un montant d'impôt CFE de 254,64 € par entreprise. Ce chiffre fait l'objet d'une réactualisation annuelle (1 062 € en 2011 pour 1 079 € en 2012).

- Le conseil communautaire a compétence pour fixer le montant de la base d'imposition à partir de laquelle sera établie la cotisation minimum. En 2012, le montant de cette base devait se situer dans une fourchette financière différente selon le chiffre d'affaires ou de recettes de l'entreprise :

- * Contribuables dont le chiffre d'affaires ou de recettes est inférieur à 100 000 € HT : le montant de la base d'imposition de la cotisation minimum doit se situer entre 206 € et 2 065 €. La base CCPR de 1 079 € se situe donc au milieu de cette fourchette. 1 573 entreprises de la CCPR sont concernées ; elles génèrent une base d'impôt de 1 697 267 € (1 573 entreprises x 1 079 € de base) ce qui donne un produit d'impôt de 400 555 € (1 697 267 € de bases x taux d'imposition de 23,60 %). Si le conseil communautaire décidait d'aller au maximum de cette imposition en portant la base minimum de 1 079 € à 2 065 €, ce produit d'impôt

passerait de 400 555 € à 766 585 € (1 573 entreprises x 2 065 € de base x 23,60 %) soit une hausse de 91,38 %. Cette imposition serait valable pour 2013 dans l'hypothèse où le taux de la CFE ne serait pas modifié.

- * Contribuables dont le chiffre d'affaires ou de recettes est supérieur ou égal à 100 000 € HT : le montant de la base d'imposition de la cotisation minimum doit être compris entre 206 € et 6 102 €. La base CCPR est donc plus avantageuse pour les entreprises puisqu'elle ne représente que 17,68 % du montant maximum qui pourrait être fixé. 392 entreprises de la CCPR sont concernées ; elles génèrent une base d'impôt de 422 968 € (392 entreprises x 1 079 € de base) ce qui donne un impôt de 99 820 € (422 968 € de bases x taux d'imposition de 23,60 %). Si le conseil communautaire décidait d'aller au maximum de cette imposition en portant la base minimum de 1 079 € à 6 102 €, ce produit d'impôt passerait de 99 820 € à 564 508 € (392 entreprises x 6 102 € de base x 23,60 %) soit une hausse de 565 %.

- Si le conseil communautaire décidait de fixer le montant de base d'imposition à son niveau maximum pour ces 2 catégories de contribuables, le produit de l'impôt versé à la CCPR par les entreprises soumises à la cotisation minimum passerait donc de 500 375 € (400 555 € + 99 820 €) à 1 331 093 € (766 585 € + 564 508 €) soit une hausse de 830 718 €. Ces chiffres sont donnés en conservant comme mode de calcul les valeurs 2012 (seuils réglementaires, taux d'imposition CFE, nombre d'entreprises).

- Le conseil communautaire peut délibérer jusqu'au 31 décembre de l'année pour que la délibération soit applicable l'année suivante. Les collectivités peuvent fixer une base minimum pour ces 2 catégories de redevables ou pour l'une d'entre elles seulement ; à défaut de délibération sur l'une ou l'autre des 2 catégories de redevables, ce sont les chiffres de 2009 qui restent applicables.

- Le centre des impôts a indiqué qu'en Nord-Isère la base minimum est de l'ordre de 1 000 €. La base minimum CFE de la CCPR (1 079 €) s'établit donc dans la moyenne du Nord-Isère.

On note par ailleurs en 2013 une évolution dans le nombre d'établissements relevant de la base minimum de CFE :

- Etablissements dont le CA (chiffre d'affaires) est > 100 000 € : 392 (438 en 2012)
- Etablissements dont le CA est < 100 000 € : 1 573 (1 415 en 2012)
- dont établissements dont le CA est < 10 000 € : 1 165 (1 008 en 2012)

Le conseil communautaire unanime décide de ne pas apporter de modification à la cotisation minimum de CFE qui restera donc calculée sur la base des valeurs actualisées de 2009.

3/ Finances.

3.1/ Décision modificative n°5 au budget général.

- Le conseil communautaire est appelé à se prononcer sur le vote de la DM5 au budget général de la CCPR.

	BP	DM n°1	DM n°2	DM n°3	DM n°4	DM N°5	BP+ DMs
D- 61523 entretien voies et réseaux	800 000,00 €	0 €	0 €	0 €	0 €	+ 415 000 €	1 215 000,00 €
R- 6419 Remboursement sur rémunérations	24 558,46 €	0 €	0 €	0 €	0 €	+ 70 000 €	94 558,46 €
D- 611 Contrats de prestations de services	4 378 000,00 €	0 €	0 €	0 €	0 €	- 85 000 €	4 293 000,00 €

D- 64 111 rémunération du personnel titulaire	1 894 000,00 €	- 4 000 €			- 66 000 €	- 34 000 €	1 790 000,00 €
D-657364 subventions aux SPIC	784 000,00 €					- 66 000 €	718 000,00 €
R- 7478 subventions autres organismes	565 000,00 €					90 000 €	655 000,00 €
R-7788 produits exceptionnels divers	0 €					70 000 €	70 000,00 €
D-2128 aménagement de terrains	250 000,00 €	0 €	0 €	0 €	0 €	- 4 000 €	246 000,00€
D-2041631 subventions d'équipements du budget annexe RN7 Louze	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	+ 4 000 €	4 000,00 €

- L'objet principal de cette DM concerne la forte hausse du compte 61523 « entretien voirie et réseaux » qui passe de 800 000 € à 1 215 000 € soit une progression de 50 % par rapport au BP 2012. Pour mémoire, le réalisé 2011 de ce compte s'élevait à 792 090 €. Cette progression s'explique par plusieurs motifs notamment :

- * Points à temps (reprise d'enrobé) : l'hiver 2012 a été rigoureux et a impliqué un tonnage d'enrobé supérieur (232 T contre 186 T en 2011). Le prix de l'enrobé contracté lors de l'établissement du nouveau marché a fortement augmenté du fait de la hausse du prix du pétrole (1 291 € HT / tonne en 2012 contre 900 € en 2011). Le coût du « point à temps » est ainsi passé de 200 000 € en 2012 à 358 000 € en 2013 soit + 158 000 €.
- * Actualisation des prix de marchés depuis 2008 pour les travaux de signalisation horizontale et depuis 2010 pour l'assainissement de plateformes (curage de fossés ...) : + 108 000 €.
- * Reprise de l'enrobé de la ViaRhôna : + 67 000 €
- * Aires de retournement pour camions collecte OM : + 43 000 €
- * Dalle béton consigne vélos gare Saint Clair du Rhône : + 21 000 €

- Cette dépense supplémentaire est couverte d'une part par des retraits effectués sur les comptes 611 (prestations de service), 64111 (frais de personnel) et 657364 (subvention au budget annexe transport) ainsi que d'autre part par des recettes supérieures au prévisionnel des comptes 7478 (subvention Adelphe collecte sélective) et 7788 (remboursement par assurances de sinistres ou vols de véhicules et par Aqualône des salaires des agents de la CCPR mis à disposition lors de la fermeture de la piscine Charly Kirakossian).

- La DM5 intègre également un virement de crédits au budget annexe RN7 Louze pour financer des travaux de renforcement du réseau électrique liés à l'installation de l'entreprise paysagiste Boucher sur cette zone.

- La DM5 fait l'objet de plusieurs interventions :

- Josiane Xavier relève l'importance des crédits consacrés à la voirie.
- Hervé Chavanon souhaite que le même consensus se manifeste au sein du conseil communautaire lors des débats financiers sur des sujets d'ordre culturel.

- André Mondange relève l'importance des travaux à engager sur les voies de l'agglomération roussillonnaise et rappelle la demande de création d'un giratoire au carrefour de la route de Sablons, de la route des usines, de la rue des Marronniers. Les entreprises du groupe chimique avaient été sollicitées sur ce projet mais n'ont pas souhaité y apporter une participation financière.
- Le conseil communautaire unanime approuve la DM5 au BP 2012.

3.2/ Décisions modificatives aux budgets annexes.

- Le conseil communautaire unanime approuve plusieurs DM aux budgets annexes de la CCPR.

❖ Décision Modificative n°2 au budget annexe zone Rhône-Varèze.

Cette DM est motivée par le financement de reliquats de centimes de TVA dans le cadre des déclarations fiscales.

	BP	DM n°1	DM n°2	BP+ DM
D- 6042 Achat de prestations de services	3 000 €		- 100 €	2 900 €
D-658 Charges diverses de gestion courante	0 €		+ 100 €	100 €

❖ Décision Modificative n°1 au budget annexe ZIP Salaise - Sablons.

Cette DM est motivée par le financement de reliquats de centimes de TVA dans le cadre des déclarations fiscales.

	BP	DM n°1	BP+ DM
D-63512 Taxes foncières	2 000 €	-100 €	1 900 €
D-658 Charges diverses de gestion courante	0 €	+100 €	100 €

❖ Décision Modificative n°1 au budget annexe zone RN7 - Louze.

Cette DM est motivée par les travaux de renforcement du réseau électrique nécessités par l'implantation de l'entreprise paysagiste Boucher sur cette zone.

	BP	DM n°1	BP+ DM
D- 6015 terrains	0 €	+ 4 000 €	4 000,00 €
R- 13251 subventions du budget général	0 €	+ 4 000 €	4 000,00 €
R-7133 Variation des en-cours de production de biens	97 846.32 €	+ 4 000 €	101 846.32 €
D- 3351 Variation des en-cours de production de biens	97 846.32 €	+ 4 000 €	101 846.32 €

❖ Décision Modificative n°2 au budget annexe Transports.

Cette DM intègre le produit des redevances des usagers des TPR et permet de réduire d'autant la subvention du budget général de la CCPR.

	BP	DM n°1	DM n°2	BP+ DM
R-7475 subvention du budget général	784 000 €	0 €	- 66 000 €	718 000 €
R-7061 redevances des usagers	0 €	0 €	66 000 €	66 000 €

3.3/ Régie « Pays Roussillonnais Tourisme ».

*** Budget annexe 2013.**

*** Tarifs prestations et boutique.**

- Le conseil communautaire est appelé à se prononcer sur le projet de BP 2013 qui doit être voté avant la fin de l'année pour pouvoir régler les factures de début 2013.

Une étude chiffrée plus précise sera menée dans le cadre de la préparation budgétaire 2013 et ce BP pourra bien évidemment faire l'objet de décisions modificatives. Le projet de BP 2013 repose sur une subvention de fonctionnement de 148 000 € et d'investissement de 40 000 €.

Alain Barrier relève la nécessité d'affecter une partie de l'enveloppe financière au chapitre 012 afin de prendre en compte les charges de personnel.

- Le conseil communautaire est appelé à se prononcer sur plusieurs tarifs de prestations et boutique. La régie de développement touristique gèrera la boutique de l'office de tourisme. Cette boutique comprend à la fois des livres et éditions, souvenirs et produits d'artisanat. La régie va par ailleurs vendre des prestations, en particulier des visites pour individuels et groupes et des balades thématiques sur les sites du Pays Roussillonnais. Il est proposé au conseil communautaire de fixer comme suit ces tarifs :

Visite château de Roussillon

Adulte	5,00 €	Famille à partir de 2 adultes-2 enfants	16,00 €
Jeune + 8ans, étudiant, handicapé, chômeur, carte de guide	4,00 €	Groupe au-delà de 10 pers.	4,00 €
Gratuité dernier dimanche du mois		Cariste	3,70 €

Ateliers scolaires

Un atelier 80 € + 1 €/enfant (matériel)	2 ^{ème} atelier 65 € + 1 € / enfant (matériel)
---	---

Groupes (mini, 15 personnes) - tarif/personne

Groupes en direct (associations...)

1 site	4,00 €	3 sites en journée	15,00 €
2 sites en demi-journée	10,00 €	4 sites en journée	20,00 €
2 sites en journée	10,00 €		

Autocaristes

1 site	3,70 €	3 sites en journée	14,30 €
2 sites en demi-journée	9,20 €	4 sites en journée	18,40 €
2 sites en journée	9,20 €		

Autocaristes nous programmant dans leur catalogue, à partir du 2ème groupe:

1 site	3,20 €	3 sites en journée	12,80 €
2 sites en demi-journée	8,20 €	4 sites en journée	16,40 €
2 sites en journée	8,20 €		

Tarif croisiériste Route Marine

1 site	4,00 €
1 site avec accompagnement matinée 10 € (+ forfait de 20 € si déplacement guide depuis CCPR).	

Articles Boutique

Topoguide pédestre	4 €	Livre « La Renaissance Italienne »	7,50 €
Topoguide VTT	4 €	Livre CPI	32 €
Carte rando CCPR	5 €	Livre église de St Prim	30 €
Carte randonnée Pilat	9 €	Livre « Derrière l'usine »	23 €
Topoguide Pilat FFRP	8,30 €	Livre « Les Cités »	15 €
Topo rando st Jacques de C.	17 €	BD « l'Isère en BD »	10,99 €
Guide jaune st Jacques	12 €	Livre « le Nord-Isère en dates et en cartes »	15 €
Carte postale	1 €	Livre pour enfants « Catherine de Médicis »	7,80 €
Carte Nature et Patrimoine	2,50 €	Anjou, d'un siècle à l'autre	25 €
Autocollant	0,50 €	Intérieurs d'ateliers de potiers	15 €
Cartes Claire Guerry	4,50 €		

Souvenirs Château (cahier caisse Trésor Public) :		Montre Homme ou Femme	35 €
Article Edit	1,50 €		
Porte-clés	3,50 €		

Souvenirs « Grotesques » (cahier caisse centrale) :			
Puzzle	14 €	Règle	8 €
Marque-page	5 €	Mug grotesque	10 €
Produits artisanat – terroir (cahier caisse Produits du Terroir) :			
Pichet droit	15 €	Cœur	15 €
Boîte ronde petite (animal)	12 €	Pomme	11 €
Boîte ronde moyenne (animal)	15 €	Coquetiers	3 €
Boîte ronde petite (simple)	10 €	Verre blason ou château	4,80 €
Boîte ronde moyenne (simple)	12 €	Mug damier	12 €
Tapis de souris damier ou aigle	12 €		
Poteries Mme Philis :			
Bonbonnière	54 €	Coupes carrées	38 €
Coupelle	28 €	Boîte moyenne	17 €
Pot lézard	85 €	Assiette	38 €
Grand verre	22 €	Amphore sur pied	120 €
Petit verre	13 €		
Sculptures Mr Arronis :			
« Le Centaure »	300 €	« l'Oiseau »	500 €
« Pegase et Bellérophon »	600 €	« Venus »	400 €
Autres prestations :			
Point accueil public internet 15'	1 €	Rando pédestre (accompagnée)	0,50 €
Point accueil public internet 30'	2 €	Rando Vtt adulte	2 €
Point accueil public internet 1h	3 €	Rando Vtt enfant	0,50 €
Wifi	Gratuit		
Billetterie (concert, conférences ...)			
Interne Pays Roussillonnais	marge 0.30 € / billet	Externe au Pays Roussillonnais	marge 1 € / billet

- Patrick Bédiaat expose que le château de Roussillon est un élément déterminant du territoire ; il serait dommage qu'il y ait une baisse des moyens affectés à la visite du château et des temps d'ouverture.

Patrick Barraud répond que la commission tourisme a bien identifié et traité le château comme un monument d'intérêt territorial ; une convention de gestion des locaux doit être discutée avec la commune de Roussillon.

- Le conseil communautaire unanime approuve le BP 2013 ainsi que les tarifs prestations et boutique de la régie « Pays Roussillonnais Tourisme ».

4/ Transports du Pays Roussillonnais : extension des critères de gratuité.

Christine Masson expose que le Pass Eco permet actuellement d'accéder gratuitement et de manière illimitée à l'ensemble du réseau TPR pour une année civile. Pour en bénéficier, il faut résider sur la CCPR et être :

- demandeur d'emploi de moins de 25 ans non indemnisé
- bénéficiaire du RSA (revenu de solidarité active)
- bénéficiaire de l'ASS (allocation de solidarité spécifique)
- bénéficiaire de l'AAH (allocation adulte handicapé)
- bénéficiaire de l'ASPA (allocation de solidarité aux personnes âgées)

Différentes demandes d'élargissement de ces critères ont été formulées auprès de la CCPR. Certaines ont été retenues par la Commission transports qui propose les évolutions suivantes :

✱ Enfants des bénéficiaires de minimas sociaux

Pour le moment, les enfants de bénéficiaires de minimas sociaux payent plein tarif dans les TPR.

Proposition

Pass Eco accordé aux enfants âgés de moins de 12 ans des titulaires de Pass Eco sur présentation de :

- pièce d'identité de l'enfant
- Pass Eco du parent
- document officiel justifiant de la charge de l'enfant (justificatif CAF d'allocations familiales,...)

✱ Jeunes suivis par la MIJIR

Un certain nombre de jeunes suivis par la MIJIR et engagés dans une démarche d'insertion (formation, stage,...) ne possèdent aucune ressource.

Proposition :

Après achat d'une carte TPR nominative (2€), chargement de 20 voyages par mois civil sur présentation de :

- pièce d'identité
- courrier de la MIJIR datant de moins d'un mois et certifiant que la personne est bien dans une démarche dynamique d'insertion.

✱ Enfants suivis à l'IME et au SESSAD Les Magnolias de St Maurice l'Exil

Ces enfants ne perçoivent pas l'AAH et une partie d'entre eux ne perçoivent pas non plus l'Allocation Enfant handicapé.

Proposition :

Pass Eco accordé aux personnes sur présentation de :

- pièce d'identité
- notification de décision de la CDAPH (Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées, gérée par le Conseil Général) les orientant vers l'établissement de St Maurice l'Exil.
- courrier de l'établissement confirmant l'accueil effectif de la personne

✱ Demandeurs d'asile

Les demandeurs d'asiles (avec titre de séjour ou en attente) ont des ressources inférieures aux minimas sociaux.

Proposition :

Pour les personnes hébergées chez ADOMA (CADA et ATDA), Pass Eco accordé sur présentation de :

- pièce d'identité (pas nécessairement en cours de validité)
- attestation de domiciliation chez ADOMA
- justificatif d'AMS (Allocation Mensuelle de Subsistance versée par le CADA) ou d'ATA (Allocation Temporaire d'Attente versée par Pôle Emploi) datant de moins de 3 mois.

Pour les autres demandeurs d'asile, Pass Eco accordé sur présentation de :

- pièce d'identité (pas nécessairement en cours de validité)
- attestation de domiciliation sur la CCPR
- titre de séjour valide ou attestation de dépôt de dossier pour une 1^{ère} demande ou un renouvellement de titre de séjour datant de moins d'un an
- avis de non-imposition

- Le Bureau propose au conseil communautaire d'approuver les propositions d'extension de gratuité formulées par la commission Transport. A l'issue de cette présentation, plusieurs observations sont formulées par les délégués communautaires :

- Maryse Dihl salue le travail effectué par la commission notamment en direction des demandeurs d'asile. Elle relève cependant que certains demandeurs d'asile n'ont pas le droit de travailler et ne peuvent donc pas présenter l'avis de non-imposition nécessaire pour l'obtention de la carte de gratuité des TPR. Christine Masson note qu'ils ont la possibilité d'obtenir une attestation de non revenu.

Maryse Dihl regrette la suppression du point de vente des billets TransIsère à la Maison de Pays. Christine Masson répond que le service Transports est centralisé sur les locaux de la CCPR et qu'il n'est pas souhaitable d'avoir 2 billetteries.

- Roland Dumas note qu'on crée des catégories très personnalisées ; il aurait fallu faire des catégories plus génériques. Christine Masson relève qu'à chaque cas particulier il faut une pièce justificative.
- Patrick Bédiaat est satisfait de l'augmentation du nombre de personnes pouvant bénéficier de la gratuité des TPR. Mais la situation économique est difficile et il faut s'interroger sur les effets de seuil : des salariés à temps partiel ont parfois des revenus inférieurs à ceux des personnes relevant du RSA. On crée ainsi des discriminations pour plusieurs publics. Il propose une réflexion plus large afin d'instaurer la gratuité pour tous des TPR.
Christine Masson répond que la question de la gratuité avait déjà été posée mais non retenue par le conseil communautaire ; le coût du titre de transport n'est par ailleurs pas excessif. Elle note également que les TPR n'ont pas été mis en place en priorité pour des trajets domicile-travail mais plutôt pour des déplacements dans les commerces, les services ... ; or, il apparaît que le premier type de déplacement est en fait plus important que ce qui était envisagé. Christine Masson précise que la question de la gratuité pourra être réexaminée en commission mais qu'à titre personnel elle n'y est pas favorable.
- Jean Meyrand demande un estimatif du coût engendré par la gratuité des transports. Christine Masson note que les bilans financiers doivent être affinés et qu'une réponse pourra alors être apportée à cette question.
- Christine Masson relève que ces propositions d'élargissement de la gratuité d'accès aux TPR traduisent déjà une forte avancée. Francis Charvet constate que les résultats de fonctionnement des TPR dépassent les attentes initiales même s'il faudra surement prévoir des adaptations dans le fonctionnement de ce service.

- Le conseil communautaire unanime approuve l'extension proposée des critères de gratuité d'accès aux TPR.

5/ Régie « Pays Roussillonnais Tourisme ».

5.1/ Désignation des représentants socio-professionnels au conseil d'exploitation de la régie.

- Patrick Barraud expose que le conseil communautaire a désigné le 14 novembre dernier les 8 membres élus qui siégeront au conseil d'exploitation. Il doit maintenant désigner les 7 membres socio-professionnels, qui seront représentatifs des professionnels du tourisme et des associatifs.

Francis Charvet propose au conseil communautaire de désigner les membres suivants :

- M. Paul Fayolle - Commerçant
- M. Jean-Jacques Galliffet - Restaurateur
- M. Stéphane Haro - Restaurateur
- M. Michel Dutal - Chambres d'hôtes
- M. François Nemoz - Base de loisirs
- M. Jean-Jacques Dubernard - Association Figlinaë
- M. Michel Magnat - Association Anjou a une histoire

- Lucien Fabbri regrette l'absence de représentants des campings dans cette liste.

Josiane Xavier rappelle l'existence du comité local du Tourisme (CLT) ouvert à toutes les personnes intéressées. Les représentants des socio-professionnels au conseil d'exploitation de la régie auront pour mission de faire remonter les positions de l'ensemble de leurs collègues.

- Francis Charvet renouvelle tous ses remerciements à Paul Fayolle pour le travail effectué tout au long de ces années à la tête de la maison de pays.

- Le conseil communautaire unanime désigne les 7 membres proposés par le Président pour siéger au conseil d'exploitation de la régie.

5.2/ Demande de subvention au Conseil Général (direction de la culture et du patrimoine).

Patrick Barraud expose que cette demande de subvention annuelle porte sur les missions et activités de mise en valeur du patrimoine, notamment au titre des animations et visites qui seront organisées dès 2013 par la régie. Le conseil communautaire est appelé à se prononcer sur le plan de financement prévisionnel suivant : Conseil Général 6 000 € - Recettes de visites 1 500 € - Recettes de groupes 4 500 € - Autofinancement CCPR 10 700 € (Coût total : 22 700 € TTC)

Le conseil communautaire unanime approuve cette demande de subvention.

6/ Logement locatif social : garantie d'emprunts.

- Marcel Berthouard expose que la Société Française d'Habitations Economiques (groupe Arcade), qui réalise un programme de 28 logements locatifs sociaux sur la commune de Sablons, sollicite les collectivités pour l'obtention de garanties d'emprunts : 30 % pour le Conseil Général, 35 % pour la commune, 35 % pour la CCPR.

- Les emprunts contractés auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivants :

- Prêt PLUS construction : 1 520 000 €
- Prêt PLUS foncier : 485 000 €
- Prêt PLAI construction : 460 000 €
- Prêt PLAI foncier : 144 000 €

- Le conseil communautaire est appelé à se prononcer pour la prise en charge d'une garantie d'emprunts correspondant à 50 % de la part qui serait restée à la charge de la commune en l'absence d'intervention de la CCPR. La garantie de la CCPR s'établit donc à hauteur de 35 % du montant total d'emprunts de 2 609 000 €, soit un engagement sur 913 150 €.

- Les caractéristiques des prêts sont les suivantes :

❖ Prêt PLUS construction

- Montant du prêt : 1 520 000 €
- Durée de la période de préfinancement : de 3 à 24 mois maximum
- Durée de la période d'amortissement : 40 ans
- Périodicité des échéances : annuelle
- Index : Livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 points de base (pdb) ce qui signifie taux du livret A + 0,6 % (pour 60 pdb)
- Taux annuel de progressivité : de 0 à 0,5 % maximum (actualisable à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du Livret A)
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0% (pour les prêts à DRL (Double Révisabilité limitée))

❖ Prêt PLUS foncier

- Montant du prêt : 485 000 €
- Durée de la période de préfinancement : de 3 à 24 mois maximum
- Durée de la période d'amortissement : 50 ans
- Périodicité des échéances : annuelle
- Index : Livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb
- Taux annuel de progressivité : de 0 à 0,5 % maximum (actualisable à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du Livret A)
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0% (pour les prêts à DRL (Double Révisabilité limitée))

❖ Prêt PLAI construction

- Montant du prêt : 460 000 €
- Durée de la période de préfinancement : de 3 à 24 mois maximum
- Durée de la période d'amortissement : 40 ans
- Périodicité des échéances : annuelle
- Index : Livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt – 20 pdb
- Taux annuel de progressivité : de 0 à 0,5 % maximum (actualisable à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du Livret A)
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0% (pour les prêts à DRL (Double Révisabilité limitée))

❖ Prêt PLAI foncier

- Montant du prêt : 144 000 €
- Durée de la période de préfinancement : de 3 à 24 mois maximum
- Durée de la période d'amortissement : 50 ans
- Périodicité des échéances : annuelle
- Index : Livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt – 20 pdb
- Taux annuel de progressivité : de 0 à 0,5 % maximum (actualisable à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du Livret A)
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0% (pour les prêts à DRL (Double Révisabilité limitée))

Les taux d'intérêt et de progressivité indiqués ci-dessus sont susceptibles de varier en fonction de la variation du taux du Livret A et/ou du taux de commissionnement des réseaux collecteurs.

- La garantie est apportée aux conditions suivantes :

- La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt, soit 24 mois de préfinancement maximum suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts construction et 50 ans pour les prêts foncier
- Et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SFHE (Société Française des Habitations Economiques), dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.
- Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par l'emprunteur est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de cette période.
- Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage à se substituer à la SFHE pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

- Francis Charvet rappelle l'intervention effectuée auprès de Monsieur le Préfet de l'Isère afin d'obtenir une mutualisation du nombre de logements locatifs à construire au sein des 3 strates définies par le PLH communautaire : villages, villes, communes d'agglomération.

- Gabriel Girard précise que la DDT a renoncé à l'exigence du critère de « contiguïté des communes » qu'elle imposait pour mettre en application ce principe de mutualisation. Il rappelle que la commune de la Chapelle de Surieu sollicite les villages qui ne seraient pas en mesure de lancer dans les délais du PLH leurs programmes de construction de logements locatifs sociaux pour un transfert de leurs droits.

- Le conseil communautaire unanime approuve la garantie d'emprunt demandée à la CCPR par la SFHE pour le programme de 28 logements à Sablons.

7/ Lecture publique.

7.1/ Choix du site de transfert de la bibliothèque du CIE.

7.2/ Demande de subvention Etat DGD médiathèques têtes de réseau.

- Jean Nemoz expose que le service de la lecture publique du conseil général a rendu une étude dressant un état des lieux et des propositions sur la lecture publique en pays roussillonnais. Cette réflexion a été reprise et validée pour l'essentiel par les instances communautaires. Il en ressort la nécessité de 3 équipements principaux de lecture publique sur le territoire : la médiathèque communautaire de Saint Maurice l'Exil, une médiathèque au centre de l'agglomération roussillonnaise, la médiathèque de Salaise. La commune de Salaise souhaite conserver sa médiathèque sous statut communal. Une orientation s'est dégagée pour la labellisation de 2 médiathèques « tête de réseau » : Saint Maurice l'Exil et celle du centre de l'agglomération roussillonnaise.

- La médiathèque du Comité Inter-Entreprises (CIE) de Roussillon a vocation à être médiathèque tête de réseau et le conseil communautaire, lors de ses dernières réunions de travail, a relevé l'intérêt que cet équipement devienne communautaire. Cette reconnaissance implique la réalisation de travaux importants. Une définition de programme a été établie par les services du conseil général. Elle fait ressortir le besoin d'une surface de 640 m² utiles à laquelle il convient d'ajouter une surface de 30 % de ce chiffre pour la circulation et les locaux techniques ce qui établit un total de l'ordre de 800 m² de bâti. Le coût estimatif du programme de travaux du bâtiment (hors abords et frais annexes) est de 1 331 000 € HT.

La DRAC estime que cette surface risque d'être insuffisante et qu'il conviendrait de la relever. Des aides financières importantes de l'Etat et du Conseil Général sont possibles si le programme répond aux exigences d'un équipement « tête de réseau ».

- Ce projet ne peut pas être réalisé dans les locaux actuels de la bibliothèque du CIE. 2 sites d'implantation sont proposés par les communes de Roussillon et Péage de Roussillon :

- La commune de Roussillon propose une implantation sur les terrains « Gaubert », à proximité des locaux de la CPAM et du foyer Henri Barbusse, qui étaient initialement proposés pour la construction du centre multiculturel. Ces terrains appartiennent à des propriétaires privés qui ont donné un accord de principe pour une vente à la collectivité publique.
- La commune du Péage de Roussillon propose l'emplacement communal de la clairière face à la place Paul Morand.

- La médiathèque de Saint Maurice l'Exil a une surface de 890 m². Il conviendrait d'envisager un réaménagement d'une partie de l'espace existant ainsi qu'une extension de l'ordre de 400 m². La rénovation partielle de l'existant « version haute » est estimée à 480 000 € HT et l'extension à 640 000 € HT. De nouveaux espaces seraient mis en place : espace numérique, salle d'exposition, de spectacles ... Des aides financières importantes sont également possibles sur cet équipement.

La pérennité dans le temps de ces aides financières est loin d'être assurée ce qui nécessite de prendre des décisions rapidement. Le conseil communautaire est donc appelé à se prononcer sur :

- ❖ Le dépôt d'un dossier d'intention auprès de la DRAC précisant que la CCPR s'engagera d'une part sur la réalisation de ces programmes, d'autre part à déposer en 2013 un dossier de demande de subvention portant sur la création d'une médiathèque au centre de l'agglomération roussillonnaise et sur l'aménagement - extension de la médiathèque de Saint Maurice l'Exil. Ces dossiers sont présentés au titre du concours particulier de la DGD pour les bibliothèques publiques.
- ❖ Le choix du site de la médiathèque du centre de l'agglomération roussillonnaise : les terrains Gaubert ou le site de la clairière.

- Dans l'hypothèse où le conseil communautaire confirmerait son intention de s'engager sur ces 2 dossiers, la procédure devra être menée rapidement. Il faudra ainsi que la procédure de reconnaissance communautaire de l'équipement centre d'agglomération roussillonnaise soit achevée en avril 2013. Des rencontres seront programmées dès janvier avec la DRAC notamment son architecte conseil et le conseil général pour définir les caractéristiques précises des programmes en termes techniques et financiers. La CCPR devra également travailler à l'élaboration d'un projet culturel, éducatif et social.

- Marcel Berthouard exprime sa satisfaction vis-à-vis de l'effort commun en direction de la lecture engagé par le Conseil Général, l'Etat, la CCPR. Il rappelle son attachement à la médiathèque du comité inter-entreprises de Roussillon placée au cœur des cités ouvrières... Les travaux d'aménagement ne pouvant se réaliser dans les locaux actuels, le site à proximité immédiate de l'espace Gaubert, initialement proposé pour l'espace multiculturel de la CCPR, apparaît le mieux adapté.

- Christine Masson adresse ses remerciements au conseil général pour l'intérêt porté à ce type de projet, rappelle les engagements des communes du Péage de Roussillon, Roussillon, Salaise sur Sanne pour la mise en place d'un groupement d'intérêt public, considère qu'une prise en charge par la CCPR de cet équipement est préférable à la solution du GIP. Elle a fait une proposition d'implantation sur la commune de Péage de Roussillon parce que cela lui a été demandé ; elle comprend que Roussillon souhaite conserver la médiathèque sur son territoire et ne renouvelle donc pas sa demande.

- Baptiste Villemagne se réjouit de tout ce qui se passe sur le plan culturel ; c'est l'aboutissement d'un travail de 30 ans. Il relève que le projet d'implantation de la médiathèque sur le site de la Clairière n'a fait l'objet d'aucun débat au sein de la commune du Péage de Roussillon. Marc-Antoine Chassaing note également que ce point n'a pas été évoqué au Péage de Roussillon.

- Josiane Xavier revient sur le débat de l'espace multiculturel. 2 sites étaient envisagés : le « terrain Gaubert » à Roussillon et des terrains au sud du collège Frédéric Mistral à Saint Maurice l'Exil. Elle demande si les terrains de l'espace Gaubert ont la superficie suffisante pour accueillir la médiathèque et l'espace multiculturel.

- Vincent Couturier relève qu'aucune décision sur le choix du site de l'espace multiculturel n'a encore été prise ; d'autres sites sont envisageables et il n'y a pas lieu de rouvrir le débat sur cette question au cours de cette réunion.

- Roland Dumas précise qu'il ne prendra pas part à ce vote par rapport au projet d'espace multiculturel ; l'implantation de la bibliothèque rend impossible la création de cet espace sur le même site. Il rappelle son accord pour que la bibliothèque du CIE relève de la compétence de la CCPR mais il aurait préféré qu'il y ait d'abord une décision sur l'espace multiculturel avant la médiathèque ; il reconnaît également que la situation d'urgence pour l'obtention des aides financières implique une décision rapide.

- Francis Charvet confirme que les votes au cours de cette séance portent sur la lecture publique :

- Le conseil communautaire, par un vote unanime moins 3 abstentions, retient le choix du site de l'espace Gaubert pour la construction de la future médiathèque qui succèdera à celle du CIE, s'engage sur la réalisation de ce programme, et présente une demande de subvention à la DRAC dans le cadre de la dotation générale de décentralisation (DGD) pour les bibliothèques municipales et les bibliothèques de prêt.
- Le conseil communautaire, par un vote unanime, approuve le projet d'aménagement - extension de la médiathèque de Saint Maurice l'Exil et présente une demande de subvention à la DRAC dans le cadre de la DGD.

- Marcel Berthouard exprime son émotion vis-à-vis de ce vote et adresse tous ses remerciements au conseil communautaire. Jean Nemoz conclut en lui répondant que c'est le meilleur endroit pour quelque chose d'indispensable.

8/ Schéma départemental de coopération intercommunale.

- Francis Charvet exprime sa satisfaction vis-à-vis des votes des conseils municipaux sur le projet de fusion entre la CCPR et ViennAgglo. Les 22 conseils municipaux, dont 19 par des votes unanimes, se sont prononcés contre la fusion tout comme 2 conseils municipaux du pays viennois. Au total, 24 conseils municipaux sur 40 ont voté contre la fusion. Il rappelle que le Préfet a clairement dit qu'il respecterait les votes des conseils municipaux et qu'il ne « passerait pas en force ». Le pays roussillonnais a ainsi fait bloc contre une proposition qui n'avait pas lieu d'être tout en rappelant son attachement aux coopérations inter EPCI.
- Christine Masson pense que la question de la fusion pourrait revenir rapidement et qu'il faudra se positionner sur la création d'un territoire plus vaste que celui du pays roussillonnais.

9/ Aires d'accueil des gens du voyage : tarifs.

Marcel Berthouard expose que les tarifs de redevances des aires d'accueil des gens du voyage sont soumis au régime de TVA (taux réduit de 7 %) car cette activité se trouve potentiellement en concurrence avec une offre privée de services ; la CCPR a la possibilité de récupérer la TVA au moyen des déclarations mensuelles sans avoir à créer de budget annexe. Les tarifs actuels ont été fixés par les délibérations des 21 mai, 22 octobre et 19 novembre 2008. Il est proposé au conseil communautaire d'indiquer que les tarifs appliqués sont des tarifs TTC. Ces tarifs s'établissent comme suit :

- 3 € par jour et par emplacement
 - 6 € par jour et par emplacement sur les aires de passage à partir du 45^{ème} jour
 - Caution : 50 €
 - Eau et électricité : tarifs en vigueur
 - Lorsque les installations des aires d'accueil ne peuvent intégralement être mises à disposition des gens du voyage, le montant de la redevance quotidienne est divisé par deux.
- Le conseil communautaire unanime précise que les tarifs de redevance des aires d'accueil des gens du voyage sont des tarifs TTC.

10/ Personnel communautaire.

10.1/ Convention avec le centre départemental de gestion.

Francis Charvet propose de faire appel au service de remplacement du centre départemental de gestion (CDG) pour remplacer un agent du service du personnel qui va partir en congé maternité. La collectivité qui fait appel à ce service rembourse au CDG les frais de personnel pour l'agent mis à disposition et verse une participation forfaitaire de 10 % sur la totalité des sommes engagées correspondant aux frais de gestion.

Le conseil communautaire unanime autorise le recours au service de remplacement du CDG de l'Isère chaque fois que cela est nécessaire.

10.2/ Création d'un poste d'adjoint du patrimoine 2^{nde} classe.

Le conseil communautaire unanime, après présentation par Francis Charvet, décide la création d'un poste d'adjoint du patrimoine 2^{nde} classe à temps complet dans le cadre de la mise en place de la régie de développement touristique du pays roussillonnais.

11/ Subventions : acomptes sur subventions 2013.

Francis Charvet rappelle que le vote des subventions intervient traditionnellement au cours du 2nd trimestre de l'année civile. Il est proposé, afin de ne pas pénaliser le fonctionnement de certains organismes, de voter les acomptes sur subventions suivants qui pourront être débloqués en fonction des demandes :

- | | |
|------------|----------|
| • MIJIR : | 40 000 € |
| • APRESS : | 14 000 € |

- Trait d'Union : 15 000 €
- Etablissements scolaires (pour voyages) : 5 000 €
- UMIJ : 27 000 €

- La subvention « établissements scolaires pour voyages » serait versée sur la base actuelle : 12 € / enfant / voyage pour les séjours en France et 15 € / enfant / voyage pour les séjours à l'étranger.

- Le conseil communautaire unanime approuve le versement des acomptes sur subventions proposées qui seront réglées aux organismes concernés début 2013.

Francis Charvet clôt la séance par des remerciements à l'intention de l'ensemble des élus et des agents de la CCPR pour le travail accompli tout au long de cette année. Il remercie Roselyne Tallaron pour sa présence en précisant qu'une réception sera donnée début 2013 pour son départ à la retraite. Puis il conclut en adressant tous ses vœux pour la nouvelle année.

**Le Président,
F. CHARVET**